



1^{ER} MAI 2020 : PLUS JAMAIS CA !

#ONNOUBLIEPAS #ONPARDONNEPAS



Depuis le début de la crise sanitaire, après avoir tenu un discours autoritaire et moralisateur, Emmanuel Macron a découvert la sécurité sociale, l'hôpital public, les services publics, la solidarité. Il nous promet le changement, un autre modèle économique... La CGT jugera sur pièce et n'est pas dupe : si les mêmes recettes libérales contre le monde du travail sont mises en œuvre, comme tend à le prouver l'appel du MEDEF à revenir sur le temps de travail, les jours fériés et les congés, rien ne changera. Après une période de silence pour se faire oublier, les libéraux-ales de tous bords pointent leur nez avec des nouveaux projets de reculs sociaux au profit du capital. Au contraire, il faut revoir notre modèle économique de production, de consommation, les droits sociaux (réduire le temps de travail à 32h) et renforcer la Protection sociale.

CE QUE NOUS MONTRE LA CRISE



Tout le monde se rend compte aujourd'hui que seuls les travailleur-ses sont indispensables à la vie sociale et non les « premiers de cordée » chers à la Macronie. Les professions de santé et de la protection sociale, d'aide à la personne, les caissier-es, les éboueur-ses, les agriculteur-trices, les chauffeur-ses routiers, les fonctionnaires et bien d'autres professions vitales en ce moment pour le pays se mobilisent tous les jours, malgré l'ahurissante pénurie de moyens de protection et de dépistage dont les récents gouvernements sont responsables. Pour nos dirigeant-es politiques ou économiques, nos vies valent moins que les profits financiers.

Ils et elles ont, depuis des années, sacrifié la recherche médicale publique, l'hôpital, les EHPAD, les services publics avec des choix budgétaires mortifères ; ils et elles ont délocalisé les entreprises produisant les biens de première nécessité et privatisé les secteurs essentiels. Le résultat ? Un système de santé asphyxié, des mort-es par milliers. Ils/elles nous ont dit d'un côté : restez chez vous ! De l'autre ils/elles nous pressent, comme par exemple la ministre du travail ou les dirigeant-es de la métallurgie, la presse, la construction, de retourner travailler dans n'importe quelles conditions, sans véritable plan sanitaire pour assurer la protection de toutes et tous. C'est la sacro-sainte sauvegarde de l'économie qui passe avant tout comme l'a rappelé le représentant de l'État en Loir et Cher : « *l'impératif de la protection de la santé de tou-ttes est à concilier avec l'impératif de la vie économique* ». C'est pour cela que contrairement à l'Italie ou l'Espagne, le gouvernement a refusé d'établir la liste des activités essentielles. C'est pourquoi, la loi d'urgence imposée en force par le Président de la République et les ordonnances qui en ont découlé (pour le privé et le public) ont surtout eu pour effet de réduire les droits du travail, de donner plus de pouvoirs aux employeur-ses et de restreindre les libertés. Ils et elles nous veulent à genoux ou dans « l'union sacrée ». La CGT s'y refuse ! Faut-il encore plus de malades et de mort-es dans les grandes surfaces, dans les usines, dans les services... ?

DES EXEMPLES EN LOIR ET CHER

- Tous les établissements de santé et d'action sociale ont été touchés par le manque de matériels de protection (masques, surblouses, etc.) et le manque de tests.
- Les personnels de l'ADMR attendent toujours des dispositifs de protection à la hauteur des besoins (en matériels et en réduction de l'offre de services pour limiter les risques de contamination).
- Les personnels de La Poste luttent pour ne pas se voir réimposer 1 journée supplémentaire de distribution sans un plan de protection à la hauteur (matériels, désinfection quotidienne du matériel, etc.)
- Personnels de l'éducation contaminés à Vineuil suite à l'accueil des enfants de soignant-es sans protection.
- Maintien de l'activité dans des secteurs non essentiels : Cogeprint, Thiolat, Carambar and Co, etc.

EST-CE QU'ON PEUT ACCEPTER CA?

Si on ne fait rien, demain cela pourrait recommencer. Ils/elles refusaient de financer la santé et les services publics, soudainement ce sont des milliards d'euros qui sont débloqués pour rassurer les spéculateur-trices en bourse, et soi-disant, pour sauver les entreprises. On nous a déjà fait le coup après la crise de 2008. Rappelez-vous. Qui a payé ? Qui s'est enrichi?

UNE SEULE POSSIBILITÉ : S'ORGANISER, RÉSISTER, IMPOSER D'AUTRES CHOIX !

La priorité doit aller vers la sécurité sanitaire et sociale des travailleurs et travailleuses qu'ils/elles soient en activité, au chômage ou en retraite. **REVENDIQUONS !**

- L'abrogation des restrictions au droit du travail établies par les ordonnances.
- Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes subies dans la Fonction publique et dans les conventions collectives du secteur privé.
- L'augmentation immédiate de 400 € des salaires, minima sociaux et retraites.
- La hausse du SMIC à 2000 euros brut.
- L'égalité salariale effective femme/homme.
- L'arrêt de toutes formes de rémunération au mérite et l'intégration des primes dans le salaire de base.
- Le droit à la retraite pour tous et toutes dès 55 ans (et avant pour les travaux pénibles) pour une carrière complète de 37,5 annuités intégrant les périodes d'études et de stage après 18 ans, de première recherche d'emplois et d'inactivité forcée.
- Une pension de retraite égale à 100 % du meilleur salaire net et indexée sur les salaires.
- Le retrait des plans de restructuration dans les hôpitaux et des lois Bachelot, Touraine et Buzyn.
- Un vaste plan d'embauche et d'ouverture de lits dans les EHPAD et les hôpitaux publics.
- L'arrêt des activités non essentielles durant toute la période de la pandémie.
- La reconquête de véritables services publics de proximité et la création de postes statutaires à hauteur des besoins.
- La suppression des dividendes versés aux actionnaires.
- Le 100 % Sécurité Sociale basée sur la cotisation sociale, l'abrogation de la CSG et de la CRDS.
- La nationalisation des secteurs stratégiques dont l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, les banques.
- La relocalisation de l'industrie.
- La suppression des Agences Régionales de Santé (ARS).
- Le respect de la démocratie sociale.

LE 1^{ER} MAI va se dérouler dans les conditions d'exception de confinement puisqu'il n'y a pas de possibilité de manifestation de rue ou de rassemblement : ce n'était pas arrivé depuis la seconde guerre mondiale. Ne restons pas silencieux sur nos revendications pour autant, crions là où nous sommes, affichons à nos fenêtres et balcons des slogans, des banderoles, investissons les réseaux sociaux. Face à cette pandémie mondiale, exigeons l'arrêt des guerres et la solidarité internationale.

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE
CONSTRUISONS, UNE SOCIÉTÉ JUSTE ET SOLIDAIRE
AUX PLANS ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE**

